



## **Le gouvernement camerounais est confronté au phénomène de désertion des fonctionnaires dans les régions anglophones en crise.**

Des abandons de postes se sont multipliés dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, alors que ces personnels de l'Etat font l'objet d'enlèvements et d'assassinats ciblés.

La présidence de la République a récemment demandé au ministre de l'Administration territoriale de réinstaller les fonctionnaires déserteurs. Si la note marquée du sceau confidentiel, signée du secrétaire général de la présidence de la République à l'attention du ministre de l'Administration territoriale, n'a fuité qu'hier sur les réseaux sociaux, elle n'en reste pas moins riche d'enseignements.

Sur celle-ci, le secrétaire général de la présidence enjoignait son collègue sur instruction du président de la République de réinstaller au plus tard, le 10 septembre dernier, des fonctionnaires ayant déserté leur poste dans les régions anglophones en crise. Six départements Ces fonctionnaires sont en service dans six départements : deux dans le Nord-Ouest et quatre dans le Sud-Ouest, essentiellement des chefs d'unité administratifs, des sous-préfets d'arrondissement dont les identités sont par ailleurs révélées dans la note.

Mais en plus de cette liste, un fonctionnaire en poste à Bamenda a confirmé anonymement à

RFI que beaucoup d'autres chefs de services régionaux se trouvent dans le même cas. Des fonctionnaires qui estiment par ailleurs que l'administration ne fait pas assez pour garantir leur sécurité dans ces régions où ils sont sujets à des enlèvements. Cas le plus symbolique Le cas le plus symbolique est, à ce jour, l'enlèvement du sous-préfet de l'arrondissement de Batido le 11 février 2017 et dont on est toujours sans nouvelles.

**RFI**

---